

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE A LFRÉD REBOUX

ABONNEMENTS

Nord et limitrophes.....	3 mois, 12.00 ; 6 mois, 22.00 ; 1 an, 45.00
France et Belgique.....	» 15.00 ; » 28.00 ; » 45.00
Union postale.....	» 22.00 ; » 43.00 ; » 82.00

REDACTION - ANNONCES

ABONNEMENTS

ROUBAIX : 71, Grande-Rue. Tél. 24 et 1205. Int. 1198.

TOURCOING : 33, rue Carvel. Téléph. 57.

Chèques postaux 87 Lille.

LAYON ENFANTS (d'après)

POUR BEBÉS 18 ANS

POUR ENFANTS 20 ANS

A la Providence

30, rue Fossés-Neufs, 30 ROUBAIX

Café aux Annonces

LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE A L'ETRANGER

UNE ASSOCIATION ANGLAISE pour le bien-être des ouvriers

C'est un mouvement fort intéressant que celui auquel s'est consacrée la « Société anglaise du Service Social dans l'Industrie ».

Elle est de création récente, étant née pendant la guerre, alors que les nécessités de la défense nationale intensifiaient la production industrielle et que, de toutes parts, on reconstruisait l'opportunité de veiller au « Welfare », c'est-à-dire au bien-être de la population ouvrière.

En 1918, le Révérend Robert R. Hyde, avait été invité, par le Ministre des Munitions, à préparer un programme de « Welfare », pour les milliers d'enfants et de jeunes gens qui travaillaient dans les usines de guerre. Le programme élaboré obtint un plein succès.

Mais, les faits vinrent convaincre M. Hyde que, en ce qui concerne le « Welfare », il fallait substituer l'initiative privée, fortifiée, renforcée et dirigée par un groupement important de gens compétents et dévoués.

Et c'est pour répondre à ce besoin, qu'il fonda, au mois de juillet 1918, l'« Association du Service Social pour les enfants », dont le champ d'action fut étendu, l'année suivante, de façon à englober tous les travailleurs de l'industrie, sous le nom de « Société du Service Social dans l'Industrie ».

Le nom de l'Association dit bien dans quel sens général elle oriente les efforts de ses membres.

Mais il ne sera pas sans intérêt d'examiner en détail, les buts qu'elle propose à leur activité et les moyens dont elle dispose pour les atteindre ou les diriger.

On peut résumer les buts de la société à quatre principaux, qui sont : 1° encourager chez les employeurs, l'étude de toutes les questions concernant le bien-être de la main-d'œuvre industrielle ; 2° leur aider à mettre en application des plans de « Welfare », dans l'intérêt de leur personnel ; 3° organiser des réunions et des conférences sur toutes les questions de cette nature ; 4° tenir un bureau de renseignements, où les employeurs puissent se documenter en matière de « Welfare ».

Ce sont les objectifs généraux de la société, mais les publications de celle-ci nous donnent d'intéressantes précisions à ce sujet.

Elles nous apprennent d'abord que la société ne se mêle en aucune façon de tout ce qui touche au montant des salaires et à la durée du travail ; elle estime que ce sont des questions délicates, dans lesquelles il y aurait de sérieux inconvénients pour elle à vouloir s'immiscer.

Ces points écartés, les matières offertes à l'activité de la société sont nombreuses et importantes. C'est ainsi qu'elle cherche à faire établir les meilleures conditions pour la production des locaux, l'aération, l'éclairage et la prévention des accidents ; elle s'intéresse à l'enseignement technique, aux cours complémentaires, aux bibliothèques, à l'organisation de conférences sur des sujets touchant au « Welfare » et à tout ce qui vise à la meilleure utilisation des loisirs des ouvriers ; elle s'occupe de l'institution de caisses de secours ou d'assurances ; elle aide à la formation, dans les établissements industriels, de comités d'usine et de comités de sécurité ; elle donne ses conseils pour l'établissement des règlements d'atelier, notamment en ce qui touche au choix des œuvres et à leur renvoi, à leur avancement, aux absences et au temps perdu.

Mais il est une question qui attire tout particulièrement l'attention de la société : c'est celle des surveillants et surveillantes, chargés de suivre l'application des programmes de « Welfare ».

Les dirigeants de la société pensent, non sans raison, que « le succès du mouvement du « Welfare » dépend, en très grande partie, de la personnalité des surveillants ». Ils se préoccupent donc d'assurer la fonction de ceux-ci, pour cette formation, ils sont en désaccord avec les autorités, qui voudraient confier cet enseignement spécial à des maîtres universitaires, tandis que la société est d'avis que l'instruction des futurs surveillants est plutôt de la compétence des industriels.

Nous venons d'indiquer, dans ses grandes lignes, l'activité bienfaisante de cette association, dont le siège central est à Londres, qui compte des succursales dans les principales villes et qui, d'ailleurs, étend son action au loin par une revue mensuelle, l'« Industrial Welfare », qui fait connaître aux chefs d'industrie, toutes les initiatives et toutes les organisations intéressantes au point de vue du bien-être ouvrier.

Elle a déjà fait beaucoup de bien, suscitant des progrès et des améliorations.

Malheureusement, la crise économique, qui se fait sentir en Grande-Bretagne, est venue ralentir considérablement ce mouvement général ; pour que les industriels puissent songer au « Welfare » de leur personnel, il est nécessaire qu'ils ne soient pas douloureusement atteints par une très forte réduction de la production.

Ainsi donc, l'ouvrier anglais, souffre doublement de la stagnation actuelle des affaires : il est constamment menacé par le chômage, quand il n'en est pas victime, et, lorsqu'il travaille, il n'a point toujours le bien-être sur lequel il pourrait compter en temps de prospérité.

Max TURMANN, Professeur à l'Université de Fribourg.

BILLET PARISIEN

Où en sommes-nous ?

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

Paris, 13 Janvier, (matin).

Projetons de cette journée dominicale pour nous recueillir et examiner en silence la situation.

Dans le monde de la finance et des affaires, on reste sur l'impression désagréable de la nouvelle et importante baisse du franc, qui s'est produite vendredi et samedi. Hier, on cotait à la Bourse de Paris, la Livre sterling à 90,46, et le dollar à 21,19. Le record de la veille est battu ; mais si déplorable que soit la chute de notre monnaie, il faut que chacun garde son sang-froid. Il dépend en partie de nous, Français, de notre volonté, que la spéculation qui s'exerce contre nous soit déstabilisée. Sachons vouloir.

À l'extérieur, voyons-nous des indices satisfaisants ? Les réponses françaises et belges ont été remises à l'Allemagne. Elles sont concordantes et se valent dans la forme. Elles sont conciliantes, en ce sens qu'elles appellent de nouvelles négociations ; fermes parce que la plupart des suggestions allemandes sont écartées.

On continue à s'entretenir, dans les milieux politiques, de l'intérieur donné à l'un de nos confrères par Hugo Stinnes, et que le Journal de Roubaix a reproduit. Hugo Stinnes n'est pas partisan du plan de Kerbsberg, qu'il déclare impraticable. Il craint d'un bon côté une ligature d'intérêts entre l'industrie allemande et la nôtre. Si cet accord se réalise, le magnat allemand prévoit une nouvelle guerre. Cet homme est charmant.

Un rapprochement avec l'Allemagne sur le plan économique n'est pas du goût de tout le monde. M. Herriot lui préfère l'emprunt international. Cependant un emprunt destiné à la caisse de la C. D. R. n'est possible que si notre créance sur l'Allemagne est considérablement réduite. Cela, M. Herriot le sait très bien ; aussi ne pouvons-nous nous empêcher de penser que son discours de vendredi est surtout destiné à sa clientèle politique et électorale ; il exprime plutôt des désirs qu'il n'indique des solutions.

Du côté anglais, le crépuscule du cabinet Baldwin est assombri par la querelle que nous fait lord Curzon, au sujet des événements du Pélatinat. En dernier lieu, nous avons consenti au principe d'une Commission d'enquête indépendante de la Commission de contrôle de Coblenz. C'est assez drôle, que nous nous sentions la conscience tranquille.

Que nous réserve l'avenir de M. Mac Donald ? Nous le saurons bientôt.

En résumé, la situation est plus confuse que jamais, mais la confusion ne dure pas éternellement. Quand nous en sortirons, plusieurs chemins s'offriront à nous : il s'agira de choisir et de choisir le bon.

R.

La Tempête sur la cote de l'Atlantique



Une vue de la plage de Royan, qui a été ravagée par le raz de marée

LA SITUATION ECONOMIQUE EN ANGLETERRE

Une grève de cheminots et de mineurs semble inévitable

Londres, 13 Janvier. — Une grève de cheminots de fer est maintenant inévitable. Nous choisissons notre moment et nous l'avertirons par le public. Si nous le voulons, nous pourrions déclarer la grève dans moins de vingt-quatre heures.

Telles sont les déclarations faites par M. Bromley, secrétaire de l'Union Amalgamée des mécaniciens et des chauffeurs britanniques.

Elles étaient à prévoir et marquent sans doute le dernier stade du différend qui sévit dès que le National Wages Board décide de remanier l'échelle du taux actuel des salaires. Les travailleurs voteront sur cette décision, qu'ils reconstruiront à une énorme majorité.

Pour chercher un compromis, les délégués des mécaniciens et chauffeurs ont conféré avec les représentants des Compagnies. Ceux-ci ayant refusé de faire la moindre concession, la décision de déclarer la grève fut la réponse immédiate au syndicat.

On croit savoir que les Compagnies de chemin de fer ne peuvent mettre à exécution les suggestions de Wages Board, quand elles le voudront, à partir du 18-janvier et si un règlement pacifique n'intervient pas, il est probable que la grève sera déclarée le jour même où les Compagnies prendront cette décision, sans doute samedi prochain.

La société des mécaniciens et chauffeurs compte environ 50.000 membres, pour la plupart travaillant sur les grandes lignes.

En cas de grève, presque tous les express et les trains de marchandises arrivant à Londres se trouveraient arrêtés.

D'autre part, on s'attend à ce que les mineurs qui viennent de voter sur la question de mettre fin dans trois jours à l'accord national des salaires, en demandant, en effet, l'abolition à une énorme majorité.

Si M. Macdonald prend le pouvoir dans une quinzaine de jours, tout laisse donc penser qu'il fera dans des circonstances particulièrement difficiles, au moment où deux des plus grandes industries du pays, celle des chemins de fer et celle des mines, seront en pleine crise.

APRES LA TRAGIQUE BAGARRE DE LA RUE GRANGE-AUX-BELLES

LES FRÈRES ENNEMIS CONTINUENT LA DISCUSSION

Un rédacteur de « L'Humanité » passe un mauvais quart d'heure

Paris, 13 Janvier. — La tragique bagarre de vendredi, rue de la Grange-aux-Belles, a fait l'objet de toutes les conversations à la Maison des Syndicats et à la Bourse du Travail. Les communistes déclarent que les coups sont partis du côté de leurs adversaires et de leur côté, les syndicalistes révolutionnaires et les libertaires affirment que les victimes appartenant à leurs groupements et qu'on ne peut, logiquement, les accuser d'avoir « descendu » leurs camarades.

Hier, une vingtaine de « gars » du bâtiment, sont montés à la C.G.T.U. et ont cherché M. Monmousseau, secrétaire général, dans tous les bureaux. Ils l'ont rencontré à la Maison des Syndicats. Le revenant de l'impasse Chansson, M. Chanut, rédacteur de « L'Humanité », qui a fait connaissance avec la « machine à bosseler » aux lieu et place de M. Monmousseau.

L'identité d'un des morts

On est parvenu à connaître la véritable identité d'un des morts que l'on croyait être Alain, secrétaire de l'Union des plombiers.

En réalité, c'est un nommé Clos, demeurant 12, rue du Clémence-Vercy.

Les deux blessés qui sont à l'hôpital-Saint-Louis et dont l'état paraissait désespéré, vont plutôt mieux.

LE JUBILÉ SACERDOTAL DU CARDINAL MERCIER

Une lettre de M^{me} la duchesse de Vendôme

A l'occasion du prochain jubilé sacerdotal du cardinal Mercier, s'organisent en Angleterre et en Amérique des comités dont le but est d'associer ces pays à l'hommage solennel que le Belgique se prépare à rendre au grand prêtre qui, pendant l'effroyable guerre, a été le plus haut et le plus noble personnification de la civilisation chrétienne.

Comme la France ne saurait être absente de cette manifestation de gratitude, Mme la duchesse de Vendôme vient d'adresser la lettre suivante à ses amis :

Le 4 avril 1921, le cardinal Mercier célébrait son jubilé sacerdotal. A cette occasion, afin de témoigner au grand archevêque l'admiration et la reconnaissance pour son attitude héroïque durant toute l'occupation allemande, il s'est créé en Belgique, sous la présidence de M. Coolemans, ministre d'Etat, un comité pour lui offrir une somme pour une de ses œuvres.

J'ai pensé que la France ne laisserait pas passer cette occasion de montrer elle aussi sa gratitude pour l'aide immense que le cardinal Mercier a apportée à l'œuvre des Alliés dans notre grande et terrible lutte.

Je me dis que cette personnalité éminente lui appartient aussi par son âme si française, par toute son action religieuse et sociale, par son éloquence et ses écrits, qui sont une gloire des lettres françaises et enfin par la façon merveilleuse dont il a tenu tête à notre ennemi. Nous ne pourrions jamais oublier qu'il a été l'âme de la résistance contre l'invasion allemande et qu'il a plaidé devant le monde entier, avec un courage et une énergie sans pareils, la sainte cause belge et française, les deux nations sœurs.

Je suis sûre que vous m'approuverez lorsque je vous demande de fonder avec moi un comité français qui s'unirait au belge pour offrir un cardinal un don français et que vous voudrez bien en faire part.

Croyez à toute ma reconnaissance.

Henriette, duchesse de Vendôme, princesse de Belgique.

Les noms de tous les souscripteurs seront inscrits, sans mention de la somme donnée, dans un livre d'or qui sera offert au cardinal Mercier.

UN DRAME A PARIS

PENDANT TROIS JOURS un enfant de cinq ans reste seul auprès de ses parents morts

Paris, 13. — Dans la nuit, le commissaire de police du quartier Saint-Gervais, était appelé, au 36 du quai de l'Hotel-de-Ville, pour constater la mort des époux Taubmann-Zacharie. Les circonstances dans lesquelles ce double décès s'est produit restent encore à élucider.

M. Taubmann, citoyen polonais, âgé de 38 ans, avait épousé en 1913, une jeune Américaine, dont la famille jouit d'une large aisance ; mais la jeune femme s'était mariée contre le gré de ses parents, ceux-ci rompirent toutes les relations avec elle et lui refusèrent tout subside.

Mardi dernier, M. Taubmann, sa femme et leur fils, âgé de cinq ans, étaient sortis pour faire des courses. Comme ils avaient l'habitude de s'abriter parfois sans prévenir, la concierge de l'immeuble ne s'inquiéta point en ne les voyant plus.

Cependant, elle se décida à aller frapper à la porte des époux Taubmann. On ne répondit pas, mais elle perçut des plaintes de l'enfant. Elle prévint des voisins et la porte fut forcée.

Rien ne saurait surpasser en horreur le spectacle qui s'offrit alors.

Les corps de M. et Mme Taubmann gisaient, l'un sur le lit, l'autre sur le parquet ; l'enfant pleurait sur le corps de sa mère.

Questionné, l'enfant raconta qu'en rentrant, ses parents l'avaient couché. Dans la nuit, il se réveilla et appela sa mère, qui ne répondit point à ses appels. Le gaz étant encore allumé, il se leva et c'est alors qu'il aperçut « sa mère à terre et son père endormi ».

Depuis, ajouta l'enfant, ni l'un ni l'autre ne s'étaient réveillés.

Trois jours durant, l'enfant s'était nourri de chocolat.

D'après l'enquête, les affaires des époux Taubmann n'étaient pas brillantes.

En attendant que la justice fasse parvenir en Amérique, la famille de Mme Taubmann, l'enfant a été recueilli par les concierges de l'immeuble.

NOS GÉNÉRAUX



LE GENERAL GASSOUIN ancien premier sous-chef de l'état-major général qui vient de mourir

LES COMITÉS D'EXPERTS

L'ARRIVÉE A PARIS DES REPRESENTANTS ITALIENS

Paris, 13 Janvier. — Les experts financiers, désignés par le gouvernement italien, pour participer aux travaux du Comité, constitué par la Commission des Réparations, MM. Alberti et Pirelli, sont arrivés cet après-midi à 14 h. 15, par le Simplon-Express.

ment atteints par une très forte réduction de la production.

Ainsi donc, l'ouvrier anglais, souffre doublement de la stagnation actuelle des affaires : il est constamment menacé par le chômage, quand il n'en est pas victime, et, lorsqu'il travaille, il n'a point toujours le bien-être sur lequel il pourrait compter en temps de prospérité.

Max TURMANN, Professeur à l'Université de Fribourg.

CE QU'ON APPELLE LA BONNE VOLONTÉ DE L'ALLEMAGNE

Le Gouvernement du Reich décide que le rôle de la Mission de Contrôle est terminé

Berlin, 13 Janvier. — On annonce ce soir, que le Cabinet d'Empire a remis à la commission interalliée de contrôle militaire, une note faisant connaître que, de l'avis du gouvernement allemand, la mission dont était chargée la commission, en vertu du traité de Versailles, doit être considérée maintenant comme terminée.

On affirme que le cabinet Marx aurait remis cette note au général Nollet à la suite de nouveaux incidents qui se seraient produits, notamment à Stuttgart.

Le Comité de la Seine de la Ligue d'Action Civique, des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre célèbre sa fondation

DISCOURS DE M. DOUMER

Paris, 13 Janvier. — Le Comité de la Seine de la Ligue d'action civique, des anciens combattants et victimes de la guerre a célébré en un banquet sa récente fondation.

M. Doumer, sénateur, qui présidait, a prononcé un discours dans lequel il a dit que les combattants veulent que l'on résolve les grands problèmes qui s'imposent à nous de façon pressante.

En ce qui concerne la paix, ils espèrent l'obtenir d'une Société des Nations puissante ; mais, en attendant, ils ne peuvent ni mettre qu'on laisse notre armée sans organisation.

M. Doumer a ajouté qu'il fallait aider les familles pour encourager la natalité. En terminant il a dit :

« La guerre a montré une fois de plus quelles ressources de patriotisme, de courage et d'intelligence existaient dans la nation. Il ne faut qu'une occasion pour donner la mesure de ce que vaut la masse des Français et pour faire surgir d'elle les héros de tous les degrés dont on peut avoir besoin. L'occasion a été tragique ; l'en est faite de peu que l'événement soit funeste au pays. Parmi les multiples leçons qu'on en doit tirer, pour que l'épreuve ne se renouvelle plus, il en est une qui aura des conséquences immédiates : c'est la nécessité d'abattre bien des cloisons existant entre les catégories de citoyens, pauvres, aisés ou riches ; d'étendre à toutes les familles les intelligences et des caractères supérieurs ; d'ouvrir en grand les portes de l'enseignement secondaire et du haut enseignement à qui peut en profiter, si dépourvu de moyens que soit la famille.

Les indices du prix de la vie

Le chiffre indice du coût de la vie à Paris (prix de détail) d'après la « Statistique générale de la France », que publie le ministère du travail, est passé de 349 en octobre 1923 à 355 en novembre (base 100 en 1914).

Les indices de prix de gros sont en augmentation beaucoup plus sensible. L'indice général (45 articles, base 100 en juillet 1914) est passé d'octobre à novembre de 429 à 452. L'indice spécial des denrées alimentaires (20 articles de 386 à 404 ; celui des matières industrielles (25 articles) de 407 à 494.

Notons que les indices sont également en hausse en Angleterre (gros 101 au lieu de 153, détail 172 au lieu de 173).

Le roi du Danemark sauve la reine qui allait se noyer

Copenhague, 13 Janvier. — Le roi et la reine de Danemark, au nord de Copenhague, quittaient leur voiture et partaient vers la côte à pied sur la glace. Soudain, la glace se rompit sous la reine, qui tomba à l'eau jusqu'à la ceinture. Le roi la retira de sa fâcheuse position. Des soins immédiats furent prodigués à la souveraine à Taarbeck.

LE GRAND PRIX DE L'ACADÉMIE DES SPORTS

M. ALAIN GERBAULT

On sait que la Commission chargée d'attribuer le Grand Prix de l'Académie des Sports, année 1923, a désigné le champion de tennis Alain Gerbault, héros de la traversée de l'Atlantique en petit bateau à voile.

La crise actuelle, a expliqué M. Loucheur, n'est que la continuation, avec une aggravation, de celle qui sévit depuis 1920, et la conséquence de ce fait qu'en 1919 et 1920, la France n'avait pu se défendre contre les représailles de la Ruhr, sans recourir à un nouveau renchérissement sur les prix actuels.

LES CAUSES

« La crise actuelle, a expliqué M. Loucheur, n'est que la continuation, avec une aggravation, de celle qui sévit depuis 1920, et la conséquence de ce fait qu'en 1919 et 1920, la France n'avait pu se défendre contre les représailles de la Ruhr, sans recourir à un nouveau renchérissement sur les prix actuels.

LETTRE DE BRUXELLES

Un deuil dans la presse

La mort d'un aîné. — Le Journal d'hier et d'aujourd'hui. — Un croisé de la presse. — Jules Mourhassat. — Le bataillon d'élite. — Cinquante ans de luttes générales. — Journaliste complet.

(D'UN CORRESPONDANT PARTICULIER)

Bruxelles, 13 Janvier 1914.

Nos amis disparaissent un à un et avec eux, la vieille et glorieuse génération de journalistes d'édifiés, celle pour laquelle le Journal était uniquement une tribune et une chaire où les principes étaient affirmés, proclamés et défendus avec une véhémence qui n'avait d'égal que la fièvre avec laquelle on poursuivait les mandataires, l'erreur et le mensonge. Vos Veilliers, vos Rochefort, vos Drumont, vos Cassagnac, n'ont pas été remplacés et votre Léon Daudet est quasi le seul à continuer chez nous la violente lignée. La presse évolue. Elle rentre de l'informatic. Elle quitte la courtoisie du chevalier, pour revêtir le vêtement plus moderne du kaki de nos jours et de bien-tout de vos poils. Les cœurs n'en restent pas moins courageux, le labeur non moins pénible. Etes-vous un bien, c'est ce qui nous importe à des besoins et de aspirations que l'on ne connaît pas aujourd'hui. Servir la vérité et la justice, c'est notre devoir d'aujourd'hui. Nous demandons à être renseignés sur tout, vite et bien, et la vérité doit être exposée avec calme, modération, mesure, plutôt qu'avec des hostilités, comme les chevaliers barons de fer du Moyen-Age.

Jules Mourhassat, qui vient de mourir à l'âge de 63 ans, et dont les camarades ont eu lieu samedi, était un des derniers pions de la presse catholique, qui en connut tant d'autres, les de Haulderie, les Verpuren, les Desdès, les Demarsac, les Souville, les Jourdain, les Henri, les Heq, pour ne citer que les morts. A Bruxelles, il avait à Charleroi, à Namur, à Liège, à Valenciennes, à l'Union, au « Journal de Bruxelles », au « Patrole », des dépôts de trésors de verve, d'intelligence, de science, de courage, d'initiative, un service de l'Hotel catholique. Pas une des grandes et fameuses campagnes, religieuses et politiques, ne se déroula, sans le bon belge, depuis dix lustres, sans qu'on ne le vît au premier rang des combattants, donnant à tous l'exemple, se portant sur des endroits dangereux et périlleux, gouvernant les uns, entraînant les autres, frappant d'estoc et de talon, parant les uns, mais décaissant, et trompant parfois, mais d'une générosité exceptionnelle.

Il était d'une vaste culture, qu'il développait sans cesse. Sa plume avait une souplesse remarquable. Sa prose était belle, claire, nette, qui échauffait Veillier et sa main était forte. C'était un journaliste complet, un vétéran qui était capable de faire tout seul un journal, depuis l'article de fond, jusques aux faits-divers, en passant par le Parlement, les Congrès, les Echos, les Expositions et la Province.

D'une intégrité absolue, chrétien jusqu'aux moelles, il écrivit jusqu'à son dernier jour. La violence, la guerre, les démissions de la vie, ne l'avaient point ébranlé. Mais il ne déserta point son devoir et son penitence du lui qu'il ne déposa la plume qu'avec sa vie. On ne pourra pas écrire l'histoire du parti catholique belge sans le citer comme un exemple, et les journalistes inscriront son nom au tableau d'honneur de leur corporation, à quelque parti qu'ils appartiennent.

S...

A la Providence

30, rue Fossés-Neufs, 30 ROUBAIX

Café aux Annonces